Isabelle CHABOT, *La Dette des familles. Femmes, lignage et patrimoine à Florence aux XIV^e et XV^e siècle*

Rome, École Française de Rome, 2011, coll. de l'EFR 445

Christiane Klapisch-Zuber

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/11761>

DOI : 10.4000/clio.11761

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Christiane Klapisch-Zuber, « Isabelle CHABOT, *La Dette des familles. Femmes, lignage et patrimoine à Florence aux XIV^e et XV^e siècle* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 38 | 2013, mis en ligne le 08 janvier 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/11761> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.11761>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Isabelle CHABOT, *La Dette des familles. Femmes, lignage et patrimoine à Florence aux XIV^e et XV^e siècle*

Rome, École Française de Rome, 2011, coll. de l'EFR 445

Christiane Klapisch-Zuber

RÉFÉRENCE

Isabelle CHABOT, *La Dette des familles. Femmes, lignage et patrimoine à Florence aux XIV^e et XV^e siècles*, Rome, École Française de Rome, 2011, coll. de l'EFR 445, 450 p.

- 1 On savait depuis les travaux d'historiens du droit ou d'historiens de la société qu'à l'aube de la Renaissance la cité-État florentine se situait à la pointe extrême du spectre italien en matière de législation sur les biens des femmes, et que cette position ne jouait pas à leur avantage. Sur ce thème austère, Isabelle Chabot a construit un livre important qui combine deux démarches : elle analyse, d'une part, les principes de cette législation au niveau local et en démonte les mécanismes ; elle décrit les tactiques que les femmes ont pu déployer pour en contourner les effets, qui pour elles étaient très contraignants. L'auteure montre l'étroitesse des espaces juridiques qui leur étaient abandonnés dans la vie familiale et sociale et ses effets sur les conceptions des rapports entre les sexes et de la « nature » féminine.
- 2 *La Dette des familles* repose sur un considérable travail dans les archives de Florence, une documentation de première main qui a donné à l'auteure matière à sa réflexion sur les logiques propres au système successoral florentin de la fin du Moyen Âge. Dans les divers fonds sollicités – le « recensement » du *catasto* de 1427, les immenses archives notariées, les livres de famille nombreux à avoir été publiés¹ et plus nombreux encore à ne pas l'être –, l'auteure est partie de la situation des veuves pour articuler une enquête englobant les filles et les épouses. La première partie du livre en occupe une moitié et analyse le cadre juridique en dégageant les logiques sous-jacentes des règles locales de

la succession *ab intestat* (la pratique testamentaire étant régie par le droit romain ou droit commun). L'auteure établit d'abord la classification des héritiers qui dans le cas d'une personne morte intestat sont appelées à succession. De fait, les statuts de la ville ne vont cesser, d'une rédaction l'autre (entre 1325 et 1415) d'accentuer l'exclusion des filles non seulement de l'héritage de leur père ou de leurs agnats mais de celui de leur mère et de toute la ligne féminine au bénéfice de leurs frères et d'agnats toujours plus éloignés. Ce que résume l'auteure par une formule parodiant celle du droit médiéval : il s'agit d'une « *exclusio non propter dotem sed propter masculos* », d'une exclusion non pas parce qu'elles sont dotées (cause générale ailleurs de leur exclusion) mais tout simplement en raison de la présence de concurrents mâles.

- 3 L'auteure n'a garde d'oublier que les femmes ne sont pas qu'héritières potentielles, leurs biens aussi doivent être transmis après elles. Dès lors ses analyses visent à replacer les dispositions portant sur la transmission des biens féminins de toute sorte, dotaux et extra-dotaux, dans le système global des échanges engendrés par l'alliance, avant, pendant et après le mariage. Or, au cours du XIV^e siècle se précise une menace plus sourde mais tout aussi néfaste pour les femmes, à savoir l'assimilation des biens des veuves remariées et mortes avant leur nouvel époux au patrimoine de ce dernier, même si la seconde union de la femme n'a pas engendré d'enfants, au détriment, par suite, des enfants du premier lit de la veuve. Ce qui a pour conséquence, entre autres, que les liens affectifs entre la mère et ses enfants d'un premier lit ont toute chance d'être rompus par le remariage de la mère et ceux entre enfants utérins, s'ils avaient jamais existé, de disparaître à son décès. Glissant dans l'héritage paternel, les biens des femmes échappent donc à leur contrôle et redoublent les effets de l'exclusion des filles. Or cet aspect du système successoral était largement ignoré et il ne prend du reste sens que si l'on se place du point de vue de la femme. Il faut encore ajouter à ces règles successorales drastiques le fait que de leur vivant les femmes dotées et propriétaires de biens extra-dotaux voient leur en échapper la gestion : comme pour sa dot, celle-ci tombe peu à peu sous la coupe exclusive du mari, au prix de l'assentiment de la détentrice théorique de ces biens, formalité qu'il était facile d'extorquer à des épouses ou des filles peu au fait de leurs droits... et de la comptabilité.
- 4 C'est dire que la fameuse « dévolution divergente » chère à Jack Goody qui prévoit une transmission des biens paternels *et maternels* aux enfants des *deux sexes* et serait caractéristique de nos sociétés à système de parenté et de succession bilatérales, a peu de chances de se retrouver à Florence. Elle est ici assez dévoyée pour donner l'image d'une société radicalement patrilinéaire ; l'idéal y serait de faire rester dans les lignes masculines les biens dont les femmes mariées sont porteuses. Les époux et leurs héritiers mâles y sont encouragés, par toutes sortes de moyens juridiques, à en prendre et conserver le contrôle de génération en génération.
- 5 L'inégalitarisme du système successoral florentin mis en place entre la fin du XIII^e et le début du XV^e siècle est flagrant ; sa dissymétrie semblerait écarter toute possibilité qu'une femme laisse une trace matérielle dans la mémoire des survivants. Les Florentines, toutefois, gardaient en vertu du droit successoral romain la possibilité de rédiger un testament, et c'est généralement par là qu'elles réussissaient à contrer les législations locales, ce droit « propre » statutaire qui leur était si défavorable dans les successions intestat. Mais, là encore, le dévoiement des pratiques s'est fait au désavantage des femmes. Poussant la comparaison avec d'autres régions d'Italie, en particulier avec des villes marchandes comme Venise et Gênes, Isabelle Chabot montre

à partir d'une ample collecte de testaments notariés (440 au total, d'hommes et de femmes) combien la pratique testamentaire était limitée chez les Florentines mariées : si 30 % seulement de l'ensemble des testateurs étaient des testatrices, un trait plus frappant encore par rapport aux pratiques provençales ou italiennes est que les femmes mariées y étaient très minoritaires (10 % à 15 % des testatrices, p. 47). C'est dire que les époux veillaient au grain et s'arrangeaient pour que la succession de leur femme ne sorte pas du cadre intestat, autrement dit pour qu'elles ne dictent pas de testament, sans qu'il fût nécessaire aux maris d'exercer une quelconque coercition, car les Florentines ne pouvaient échapper à une éducation « qui ne faisait d'elles ni des rebelles ni des femmes d'affaires » tant dans l'administration de leurs biens que dans leur transmission. Leur consentement les condamnait à rester les éternelles créancières de leurs familles, ce qui justifie le titre du livre.

- 6 La seconde partie du livre (chapitres 6 et 7) analyse de façon très stimulante, autour du mariage et de la mort, les rituels d'entrée et de sortie dans l'état de femme mariée. Rituels dont l'auteure montre la symétrie et qui ne peuvent se comprendre que dans leur rapport réciproque. Par leurs allers et retours entre les familles qui donnaient ou recevaient une femme, le trousseau et les coffres qui le contenaient traduisent pour ainsi dire visuellement, aux yeux de l'auteur, l'évolution du droit local. Contre la tradition encore vivante une bonne partie du ^{xiv}^e siècle, qui voulait qu'au prédécès d'une épouse ces affaires si symboliques de l'épouse soient renvoyés à sa famille de naissance, leur non-restitution au ^{xv}^e siècle exprime toute l'ambiguïté du processus, qui consacre à la fois l'ébauche d'un resserrement sur la famille conjugale et l'exclusivité de la ligne successorale masculine.
- 7 La troisième partie intitulée « Le jeu des familles » revient sur les stratégies déployées par les hommes pour retenir les femmes et leurs dots. On en connaît par plus d'une étude les classiques instruments (legs et usufruits des maris à leur veuve restant chaste sous le toit des héritiers, nomination comme tutrice des mineurs, mais aussi retards et embarras judiciaires dans la restitution de la dot, etc.). Or, si la veuve restée chez ses enfants gère le quotidien, elle n'en gère pas le patrimoine. Mais I. Chabot s'attache à repérer les multiples et menues tactiques des femmes pour échapper au carcan du droit local et disposer de quelques biens propres en faveur de certains de leurs proches : les filles, les enfants d'un premier lit, un enfant préféré, des parents du lignage d'origine... Les histoires de cas qui sont, ici comme tout au long du livre, scrutées à travers non seulement les actes notariés mais les livres de famille, proposent une lecture éclairante, et souvent émouvante, de l'*agency* féminine, de la résistance des femmes à la domination masculine sur leurs biens et de leurs attachements affectifs. Dans sa conclusion, qui forme un véritable chapitre et annonce une étude ultérieure plus ample, I. Chabot aborde la dernière de ces stratégies féminines, le choix de la sépulture par où les femmes manifestent le partage de leur identité entre les deux lignes de leurs attaches.
- 8 Le livre est donc très neuf par sa démarche qui articule l'histoire du droit, l'analyse des rituels, l'étude des pratiques sociales. L'auteure a su convoquer des variables souvent négligées ou mal connues si l'on s'en tient à la seule source des testaments : les commentaires toujours discrets mais efficaces des tableaux chiffrés qu'elle propose et qui font intervenir, par exemple, l'âge et l'état de la testatrice, sa situation conjugale antérieure, la présence d'enfants d'âge et de sexe différents, nuancent considérablement le tableau habituel des pratiques testamentaires. Une analyse aussi

pointilleuse qu'ambitieuse représente une avancée méthodologique et historique de première importance et prélude à une synthèse confrontant dans l'aire méditerranéenne les usages greffés sur l'antique droit romain.

NOTES

1. Il faut ici signaler la récente édition et le commentaire par la même Isabelle Chabot d'un de ces livres, celui tenu sur quatre générations et une centaine d'années par les hommes de la famille Ciurianni : Isabelle CHABOT, *Ricostruzione di una famiglia. I Ciurianni di Firenze tra XII e XV secolo. Con l'edizione critica del "Libro propio" di Lapo di Valore Ciurianni e successori (1326-1429)*, Florence, Le Lettere, 268 p.

AUTEURS

CHRISTIANE KLAPISCH-ZUBER

EHESS. Centre de Recherches Historiques